

# Les régions inquiètes pour l'avenir de la politique de cohésion européenne

9 mars 2017, PAR Acteurs Publics

**Le Brexit, qui risque d'amputer annuellement le budget européen de 10 milliards d'euros, pèsera lourdement sur les choix politiques que fera l'Union européenne après 2020. Le Comité des régions d'Europe craint une forte baisse de la politique de cohésion et de la politique agricole commune.**

Ce n'est pas la douche écossaise, mais la douche anglaise. La parution du "livre blanc sur l'avenir de l'Europe", présenté par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, le 1<sup>er</sup> mars dernier, a refroidi les élus locaux européens.

Ce livre blanc propose 5 scénarios sur le type d'Union que souhaitent les États membres à l'horizon 2025. L'un des scénarios, le n° 4, où l'UE se concentre sur des domaines jugés prioritaires, ne fait pas la part belle aux régions. Il prévoit que *"l'Union européenne cesse d'agir ou intervient moins dans des domaines où son action est perçue comme ayant une valeur ajoutée plus limitée ou n'étant pas à même d'apporter les résultats promis. Il s'agit notamment des domaines du développement régional, de la santé publique ou des volets de la politique sociale et de l'emploi qui ne sont pas directement liés au fonctionnement du marché unique"*.

## Procédures trop compliquées

À cause du Brexit et des contraintes budgétaires, l'Europe doit faire des choix, a expliqué Jean-Claude Juncker. Elle pourrait sacrifier la politique de cohésion, la principale politique d'investissement de l'Union européenne, qui vise à réduire les écarts de richesses et de développement entre les régions de l'UE. Pour mener à bien ses missions, la politique de cohésion dispose d'un budget de 351 milliards d'euros sur la période 2014-2020, soit un tiers du total du budget européen. Cette politique est la plus proche des citoyens, celle qui apporte les résultats les plus concrets, mais les fonds tardent à être débloqués en raison de procédures trop compliquées.

Réunis les 2 et 3 mars dernier à Varsovie, les représentants de la commission de la politique de la cohésion territoriale du Comité des régions se sont alarmés de la menace qui pèse sur le budget de la politique de cohésion. Intervenant à Varsovie avec d'autres chercheurs, Marjorie Jouen, analyste au groupe de réflexion Institut Jacques Delors, souligne que *"le livre blanc a créé un effet de choc parmi les participants du sommet. Quand on le lit avec attention, on s'aperçoit qu'aucun des 5 scénarios présentés par la Commission n'est vraiment attractif pour les collectivités ou les citoyens"*.

Elle note par ailleurs qu'au fil des ans, la Commission européenne s'est concentrée sur la convergence entre les régions, mais que la solidarité envers les régions fragilisées a été oubliée. *"Objectivement, les disparités sont de moins en moins au niveau régional mais au niveau infrarégional, ajoute Marjorie Jouen. Nous constatons l'émergence de zones périphériques à l'intérieur des régions qui n'ont pas accès aux aides. Les régions manquent de visibilité et de repères européens pour s'attaquer à ces écarts... La politique de cohésion doit se renouveler."*

## Discussion théorique

En fin de compte, *"l'intérêt du scénario 4 du livre blanc est de noircir le trait, poursuit Marjorie Jouen. Le fait que la suppression de la politique de cohésion soit explicitement écrite devrait réveiller un certain nombre de pays européens et les faire réfléchir à leurs engagements"*.

Dans un entretien le 7 mars dernier au magazine allemand *Der Spiegel*, Vera Jourova, la commissaire européenne à la Justice, aux Consommateurs et à l'Égalité des genres, évoque la fin de la politique de cohésion telle qu'elle a été prévue dans le scénario 4 du livre blanc. *"Il pourrait au moins y avoir des changements",* dit-elle en ajoutant : *"Peut-être que nous allons redéfinir si les fonds seront décaissés sous forme de subventions ou de prêts. Mais actuellement, cela est, bien sûr, une discussion théorique."*

Prochaine étape de cette “discussion théorique”, les chefs d’État et de gouvernement se réuniront à Rome le 25 mars pour le 60<sup>e</sup> anniversaire des traités de Rome, où ils adopteront une déclaration commune.

Jean-Bernard Gallois